

Article

Le patrimoine et les finances des familles occupées à faible revenu

par May Luong

22 juillet 2011



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

PERSPECTIVE

Signes conventionnels à Statistique Canada

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

- indisponible pour une période de référence précise
- .. n'ayant pas lieu de figurer
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- ^p provisoire
- ^r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- ^B à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Faits saillants

Dans ce numéro

■ Le patrimoine et les finances des familles occupées à faible revenu

- La valeur moyenne du patrimoine des familles à faible revenu comptant au moins un membre occupé (60 000 \$) est plus élevée que celle des familles à faible revenu sans aucun membre de la famille occupé (3 000 \$), mais elle est considérablement plus faible que celle des familles qui ne sont pas à faible revenu et qui comptent au moins un membre occupé (389 200 \$).
- Même si 69 % des familles occupées à faible revenu ont des dettes, comparativement à 44 % des autres familles à faible revenu, une large proportion de leurs dettes se retrouve sous forme d'hypothèques résidentielles.
- Comparativement aux familles non occupées à faible revenu, une proportion plus grande de familles occupées à faible revenu indiquent pouvoir s'acquitter de dépenses imprévues et n'accusent pas de retard dans le paiement de leurs factures.
- Une proportion plus élevée de familles occupées à faible revenu se préparent en vue de la retraite et prévoient compter sur des sources de revenu plus diversifiées à la retraite que les familles non occupées à faible revenu.

Perspective

Le patrimoine et les finances des familles occupées à faible revenu

May Luong

En 2008, plus de 4,1 millions de personnes vivaient dans des familles à faible revenu¹. Même si de nombreuses personnes à faible revenu dépendaient des transferts gouvernementaux, 37 % de ces personnes appartenaient aussi à une famille dont un membre était occupé pendant au moins la moitié de l'année².

Les familles occupées à faible revenu ont fait l'objet de plusieurs études récentes³. L'une d'elles a permis de déterminer que le revenu moyen des personnes vivant dans des familles occupées à faible revenu représentait moins du tiers de celui des personnes vivant dans les autres familles occupées (Fleury et Fortin, 2004). Même si un moins grand nombre de personnes appartenant à des familles occupées à faible revenu travaillent à temps plein à longueur d'année, leur nombre moyen d'heures de travail est équivalent à celui d'autres travailleurs, soit environ 2 000 heures (Fleury et Fortin, 2006).

Les emplois peu rémunérés sont souvent associés aux familles occupées à faible revenu. Toutefois, même si la faible rémunération est considérée comme un facteur de risque important, il ne s'agit pas du déterminant le plus important de la situation de faible revenu. On a plutôt déterminé que la présence d'un seul soutien (comparativement à plusieurs soutiens) et d'autres caractéristiques familiales jouaient un rôle plus important que la rémunération (Fleury et Fortin, 2006). Selon Fortin, 3,4 millions des personnes occupées en 2002 passeraient sous le seuil de faible revenu si elles connaissaient une séparation ou un divorce ou si d'autres soutiens de la famille connaissaient une période de chômage (Fortin, 2007). Par ailleurs, certains groupes, comme les immigrants, sont plus susceptibles d'appartenir à une famille occupée à faible revenu (Fortin, 2007).

Dans le cadre d'autres études, on a comparé les dépenses des familles occupées à faible revenu avec celles d'autres groupes, afin d'évaluer leur niveau de vie. Selon les résultats, en dépit de leur participation plus grande à la vie active et de leur revenu légèrement plus élevé que celui des familles non occupées à faible revenu, les familles occupées à faible revenu étaient plus susceptibles d'emprunter ou de liquider des actifs pour joindre les deux bouts, et elles avaient davantage de dépenses liées au travail et un moins grand accès au logement subventionné (Fleury et coll., 2005). Néanmoins, les personnes appartenant à des familles occupées à faible revenu avaient des problèmes de santé comparables à ceux des personnes des familles occupées et non à faible revenu et obtiennent de meilleurs résultats que les personnes des familles non occupées à faible revenu pour un certain nombre de mesures de la santé, tant pour une année donnée qu'à plus long terme (Fortin, 2008).

Même si ces études jettent de la lumière sur la consommation et le revenu courants des familles occupées à faible revenu, il subsiste des lacunes dans la recherche concernant leur patrimoine et leur situation financière. Les études sur le patrimoine considèrent généralement les familles à faible revenu comme un groupe unique, plutôt que de faire une distinction entre les familles occupées à faible revenu et les autres. Par exemple, selon une étude, même si ce ne sont pas toutes les familles à faible revenu qui ont un patrimoine de faible valeur, la grande majorité des familles à faible revenu ont très peu de patrimoines financiers (Morissette, 2002).

Le patrimoine représente un aspect clé du bien-être à long terme, certains actifs pouvant être convertis en espèces pour la consommation pendant les périodes de difficultés économiques (Wolff, 1998). D'autres types d'actifs peuvent être plus difficiles à liquider à court terme, mais peuvent souvent être utilisés comme garantie pour des prêts. L'étude du patrimoine et de la sécurité financière des personnes appartenant à des familles occupées à faible revenu peut fournir un aperçu

May Luong travaille à la Division de la statistique du travail. On peut la joindre au 613-951-6014 ou à l'adresse suivante : may.luong@statcan.gc.ca.

Sources des données et définitions

L'Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF) est une enquête à participation volontaire qui a été menée en 2009 et qui visait les personnes de 18 ans et plus. Les résidents à temps plein du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont été exclus. Étant donné que l'enquête a été menée à partir d'un échantillon de numéros de téléphone, les 8 % de ménages n'ayant pas le téléphone ou ayant uniquement un téléphone cellulaire ont été exclus. Un répondant a été sélectionné dans chaque ménage. L'ECCF met en lumière les connaissances personnelles des répondants, leurs capacités et leurs comportements concernant la prise de décisions financières. Des données sur les actifs, les dettes et l'avoir net de la famille sont aussi disponibles. Même si les réponses au niveau de la famille ne s'appliquent pas à toutes les unités familiales du ménage échantillonné, les données sont pondérées pour représenter toutes les personnes comprises dans la population cible.

Une limite de l'ECCF est le fait que seulement 50 % environ des répondants ont complètement déclaré leurs actifs et leur avoir net. Compte tenu du taux élevé de non-réponse, des estimations biaisées des différences de patrimoine entre les groupes sont possibles. Avant 2009, les données les plus récentes sur les actifs et les dettes avaient été recueillies dans le cadre de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) de 2005. Même si le nombre de réponses à l'ESF de 2005 a été moins élevé que le nombre de réponses à l'ECCF (6 000 comparativement à 15 500), les taux de réponse aux questions sur le patrimoine étaient plus élevés et les données manquantes ont été imputées. L'ESF fournit donc une source pratique pour la validation des estimations de l'ECCF, même si la taille de son échantillon limite la précision des estimations pour les groupes de population plus petits. Ainsi, les totalisations de l'actif et de la dette ont été reprises au moyen de l'ESF de 2005. Les résultats présentés dans le présent article sont essentiellement les mêmes pour chaque enquête, même si de nombreuses estimations ont différé de niveau. Ainsi, l'ECCF permet de déterminer les différences statistiquement significatives entre les actifs et les dettes des groupes, même si les niveaux peuvent être biaisés et ne devraient pas être utilisés pour inférer des tendances par rapport à l'ESF de 2005 (ou de 1999).

La population cible de cette étude comprend les personnes de 25 à 64 ans. Les étudiants sont exclus. La population cible se divise en quatre groupes :

- les personnes des familles occupées à faible revenu
- les personnes des familles non occupées à faible revenu
- les personnes des familles occupées et non à faible revenu
- les personnes des familles non occupées et non à faible revenu.

La population cible comprenait 10 875 répondants et représentait plus de 18 millions de personnes en 2009. L'échantillon des personnes vivant dans des familles occupées à faible revenu s'établissait à 1 010. Seulement les trois premiers groupes sont examinés dans l'analyse principale.

Le groupe occupé à faible revenu doit être défini dans le contexte du ménage et de la famille, le revenu du ménage servant à déterminer la situation de faible revenu du groupe, et la famille servant à déterminer le statut occupé ou non occupé. Une famille occupée est définie comme une famille dont au moins un membre est occupé. Par conséquent, une personne vivant dans une famille occupée à faible revenu n'est pas nécessairement occupée elle-même. Les actifs et les dettes sont aussi déclarés au niveau de la famille dans l'ECCF. Ainsi, les principales unités d'analyse du présent rapport sont définies selon des concepts de la famille. Par ailleurs, on utilise la personne de référence du ménage plutôt que la famille comme unité d'analyse dans l'ECCF, et les questions relatives à la sécurité financière sont posées à cette personne. De plus, la MFR utilise aussi le revenu du ménage ajusté qui est observé au niveau de la personne³. Par conséquent, la présente étude examine de façon plus précise les « personnes vivant dans des familles occupées à faible revenu » plutôt que les « familles occupées à faible revenu » ou les « personnes occupées à faible revenu ». Toutefois, pour plus de simplicité, le présent document désigne les « personnes vivant dans des familles occupées à faible revenu » comme des « familles occupées à faible revenu » et fait de même pour les groupes de comparaison⁴. Voir l'annexe pour une comparaison des faibles revenus calculés en utilisant l'ECCF et l'EDTR.

Le **patrimoine** (avoir net) est défini comme la différence entre les actifs d'une famille et ses dettes totales. La valeur des pensions d'employeur et l'admissibilité future à la sécurité sociale des programmes gouvernementaux, comme la Sécurité de la vieillesse, le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, ne sont pas incluses, ces données n'étant pas recueillies dans le cadre de l'ECCF.

plus complet de leur bien-être financier à long terme et de leur capacité à surmonter les difficultés à court terme.

À partir des données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF) de 2009, la présente étude examine la situation financière des personnes vivant dans des familles occupées à faible revenu, comparati-

vement à celle des familles non occupées à faible revenu et aux familles occupées qui ne sont pas en situation de faible revenu. L'ECCF comporte des données uniques permettant d'examiner les perceptions des répondants à l'égard de leur situation financière, ainsi qu'une estimation des actifs et des dettes du ménage en période de ralentissement du marché du travail. Comme les taux de réponse ont été

Tableau 1 Profil des personnes de 25 à 64 ans, selon l'emploi et le groupe de revenu

	Occupée à faible revenu	Non occupée à faible revenu	Occupée et non à faible revenu	Non occupées et non à faible revenu
	en milliers			
Population	1 632	1 187	13 999	1 434
	%			
Échantillon	9	7	77	8
Femme	58	57	48*	51*
	années			
Âge moyen	42,3	47,7*	43,4*	53,2*
Répartition selon l'âge	%			
25 à 34 ans	28	19*	25*	11*
35 à 44 ans	31	18*	28*	9*
45 à 54 ans	26	27*	30*	17*
55 à 64 ans	15	36*	17*	63*
	nombre			
Taille du ménage	3,6	2,6*	3,0*	2,3*
Nombre d'enfants	1,4	0,7*	1,0*	0,3*
Composition de la famille	%			
Personnes seules	21	45*	16*	34*
Couples sans enfants	17	19*	30*	45*
Couples avec enfants	47	20*	50*	14*
Parent seul	15	17*	4*	6*
Plus haut niveau de scolarité atteint	%			
Sans diplôme d'études secondaires	23	35*	7*	18*
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	26	23*	19*	24*
Études partielles dans un collège, une école de métiers, une école de formation professionnelle ou technique, un CÉGEP ou une université	10	9*	10	12*
Certificat ou diplôme d'un collège, d'une école de métiers, d'une école de formation professionnelle ou technique ou d'un CÉGEP	24	18*	29*	23*
Grade universitaire de premier cycle	11	9*	23*	15*
Grade universitaire de deuxième cycle	7	F	13*	9*
	\$			
Revenu médian du ménage	25 000	15 000*	90 000*	55 000*
Revenu médian ajusté du ménage	15 000	11 000*	52 500*	38 900*

* différence significative par rapport aux familles occupées à faible revenu (groupe de référence) au niveau de 5 %

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur les capacités financières, 2009.

relativement faibles pour les questions sur les actifs et les dettes, les totalisations ont été reprises à partir des données de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) de 2005. La comparaison a permis de valider les principales conclusions de cette étude, mais a aussi démontré que les mesures d'actifs et de dettes de l'ECF devraient être utilisées avec prudence (voir *Sources des données et définitions*)⁴.

Même si les données de l'ECF ont été recueillies et traitées au niveau de la personne, les principaux groupes d'intérêt ont été définis sur la base du revenu et du patrimoine de la famille. On utilise donc « familles » comme synonyme de « particuliers dans les familles » pour plus de concision dans le présent article.

Profil des familles occupées à faible revenu

En 2009, on comptait plus de 1,6 million de personnes de 25 à 64 ans vivant dans des familles occupées à faible revenu⁷, soit 9 % de la population de ce groupe d'âge (tableau 1). Un peu moins de 1,2 million de personnes vivaient dans des familles non occupées à faible revenu, soit 7 % de la population cible. Les personnes appartenant à des familles occupées et non à faible revenu constituaient la majorité, représentant 77 % de la population cible de 14 millions de personnes. Les 8 % restants regroupaient les personnes appartenant à des familles non occupées et non à faible revenu et sont exclues des analyses subséquentes (voir *Sources des données et définitions*).

L'âge moyen des personnes appartenant à des familles occupées à faible revenu est plus faible que pour tous les autres groupes, soit

42,3 ans. Presque 60 % des personnes de ce groupe ont de 25 à 44 ans. C'est aussi dans ce groupe que l'on retrouvait la proportion la plus forte de femmes (58 %), la taille de ménage la plus importante (3,6) et le plus grand nombre d'enfants (1,4), en moyenne, par rapport à tous les autres groupes. Presque la moitié des familles occupées à faible revenu sont des couples avec enfants, et 15 % sont des parents seuls. Comparativement aux personnes appartenant à des familles à faible revenu dont aucun membre n'est occupé, celles appartenant à des familles occupées à faible revenu sont légèrement plus scolarisées, 24 % d'entre elles détenant un diplôme d'études collégiales, et 18 %, un grade universitaire (de premier et de deuxième cycle).

Le revenu médian du ménage des familles occupées à faible revenu s'établissait à 25 000 \$ en 2009, comparativement à 15 000 \$ pour les familles à faible revenu dont aucun membre n'est occupé. Comme les familles dont aucun membre n'est occupé étaient plus petites, la différence entre les deux groupes diminue une fois les données ajustées pour tenir compte de la taille de la famille, passant de 10 000 \$ à 4 000 \$. Comme dans les études précédentes, le revenu du ménage ajusté des familles occupées à faible revenu représentait moins du tiers de celui des familles occupées et non à faible revenu.

Parmi les familles à faible revenu, les familles occupées ont le patrimoine médian le plus élevé

Le patrimoine ou l'avoir net est défini comme la différence entre le total des actifs et le total des dettes d'une famille⁸. Comme le patrimoine varie selon l'âge, les résultats sont uniformisés en fonction de la répartition selon l'âge des personnes des familles occupées à faible revenu, afin de contrebalancer l'effet des différences d'âge entre les groupes.

En moyenne, la valeur du patrimoine des familles occupées à faible revenu est plus élevée que pour les autres familles à faible revenu, mais plus faible que pour les familles occupées qui ne sont pas à faible revenu. L'avoir net médian des familles occupées à faible revenu se situait à 19 000 \$, comparativement à 1 000 \$ pour les autres familles à faible revenu, et à 257 700 \$ pour les familles occupées qui ne sont pas à faible revenu (tableau 2).

Actifs

Les actifs contribuant à l'avoir net font ressortir d'autres différences entre les groupes. La valeur médiane des actifs totaux des familles occupées à faible revenu (60 000 \$) se situait entre celle des deux autres groupes : elle était significativement plus élevée que pour l'autre groupe à faible revenu (3 000 \$), mais représentait moins du sixième de la médiane pour l'autre groupe occupé (389 200 \$).

La valeur nette du logement représente l'actif le plus important de nombreux Canadiens. Plus de la moitié des familles occupées à faible revenu étaient propriétaires de leur maison, comparativement à un peu plus du tiers de l'autre groupe à faible revenu.

Les familles occupées à faible revenu étaient aussi plus susceptibles de détenir d'autres actifs financiers (excluant les REER), que les autres familles à faible revenu. De plus, 42 % des familles occupées à faible revenu avaient un REER, comparativement à 22 % des autres familles à faible revenu. La liquidité que représentent ces actifs peut aider les familles à résister aux chocs temporaires, comme la perte d'un emploi ou des dépenses imprévues.

Même si peu de familles à faible revenu détiennent des régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), les familles occupées à faible revenu sont deux fois plus susceptibles de détenir un REEE que les autres familles à faible revenu (20 % comparativement à 10 %).

Environ une famille occupée à faible revenu sur six (16 %) détenait des capitaux propres dans une entreprise, ce qui est légèrement inférieur à la proportion de 18 % des familles occupées et non à faible revenu.

Dettes et passifs

Outre qu'elles ont un niveau plus élevé d'actifs, les familles occupées à faible revenu ont davantage de dettes en moyenne que les autres familles à faible revenu. Un peu plus de la moitié (56 %) des familles non occupées à faible revenu n'avaient pas de dettes, comparativement à 31 % des familles occupées à faible revenu.

L'incidence plus élevée des dettes chez les familles occupées à faible revenu était principalement attribuable aux hypothèques. Il convient de souligner que 42 % des familles occupées à faible revenu avaient

Tableau 2 Actifs, dettes et avoir net selon le groupe de revenu d'emploi

	Occupée à faible revenu	Non occupée à faible revenu	Occupée et non à faible revenu
Avoir net		\$	
Valeur médiane de l'avoir net	19 000	1 000*	257 700*
Valeur moyenne de l'avoir net	151 000	41 700*	531 600*
		%	
Avoir net non déclaré	54	45	49
Actifs		\$	
Valeur médiane du total des actifs	60 000	3 000*	389 200*
Valeur moyenne du total des actifs	200 900	59 100*	643 600*
Type d'actif		%	
Actifs corporels	87	69*	97*
Propriétaire de logement			
Propriétaire sans hypothèque	20	20	22*
Propriétaire avec hypothèque	38	16*	58*
Non propriétaire	42	64*	20*
		années	
Nombre moyen d'années d'hypothèque à rembourser	16,0	12,1*	14,2*
		%	
REER	42	22*	81*
REEE	20	10*	29*
Autres actifs financiers	52	37*	78*
Capitaux propres d'entreprise	16	F	18*
Aucun actif	13	36	1*
Total des actifs non déclaré	51	42	48
Dettes		\$	
Dettes totale médiane	10 000	0	50 000
Dettes totale moyenne	63 000	17 300*	113 100*
		ratio	
Ratio médian de la dette et du revenu	1,00	0,64*	0,90*
Ratio médian de la dette et de l'actif	0,44	0,49*	0,27*
Type de dette		%	
Hypothèque	42	16*	64*
Prêt étudiant	13	15*	14
Solde de carte de crédit en souffrance	40	26*	41
Solde de marge de crédit en souffrance	21	11*	38*
Autres prêts et passifs	25	15*	30*
Aucune dette ni passif	31	56*	17*
Total des dettes non déclaré	20	17	18

* différence significative par rapport aux familles occupées à faible revenu (groupe de référence) au niveau de 5 %.

Nota : Les valeurs médianes sont pondérées selon la méthode bootstrap, mais ne sont pas uniformisées selon l'âge. Les médianes uniformisées selon l'âge sont estimées, mais ne figurent pas dans le tableau, étant donné qu'elles ne peuvent être pondérées selon la méthode bootstrap et vérifiées au niveau significatif. Les personnes appartenant aux familles occupées à faible revenu servent de profil de base, ce qui fait que les médianes ne changent pas pour ce groupe. La valeur de l'avoir net médian uniformisé selon l'âge est de 250 \$ pour les familles non occupées à faible revenu et de 247 000 \$ pour les familles occupées qui ne sont pas à faible revenu. La médiane uniformisée selon l'âge des actifs totaux est de 2 000 \$ pour les familles non occupées à faible revenu et de 382 300 \$ pour les familles occupées qui ne sont pas à faible revenu. La dette totale médiane uniformisée selon l'âge est de 0 \$ pour les familles non occupées à faible revenu et de 55 000 \$ pour les familles occupées qui ne sont pas à faible revenu.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur les capacités financières, 2009.

une hypothèque pour leur maison, comparativement à 16 % des autres familles à faible revenu. Les familles occupées à faible revenu dépassaient aussi les autres familles à faible revenu en ce qui a trait à l'incidence des autres types de dettes, sauf les prêts étudiants. Au total, quatre familles occupées à faible revenu sur dix ont un solde de carte de crédit impayé, ce qui est contraire à une bonne gestion financière.

En résumé, la valeur moyenne du patrimoine des familles occupées à faible revenu dépassait celle pour les autres familles à faible revenu, mais était significativement plus faible que pour les familles occupées et non à faible revenu. Ces différences dans le patrimoine se répercutent-elles sur d'autres indicateurs de la sécurité financière? La section qui suit examine la sécurité financière des familles occupées à faible revenu comparativement aux deux autres groupes.

Les familles occupées à faible revenu sont moins susceptibles d'avoir des retards de paiements que les autres familles à faible revenu

Plus de la moitié de l'ensemble des familles ont indiqué avoir un budget pour le ménage (tableau 3). La proportion de familles occupées à faible revenu ayant indiqué avoir un budget pour le ménage (54 %) était légèrement plus faible que dans les autres groupes. Toutefois, ces familles étaient aussi moins susceptibles d'indiquer ne respecter leur budget que rarement ou jamais (11 %) que l'autre groupe à faible revenu (14 %). Autrement dit, elles réussissaient légèrement mieux à respecter leur budget que les autres familles à faible revenu.

Tableau 3 Budget et dépenses des ménages, selon le type de famille

	Occupée à faible revenu	Non occupée à faible revenu	Occupée et non à faible revenu
		%	
A un budget pour le ménage	54	57*	55*
Ne respecte que rarement ou jamais le budget	11	14*	9*
Dépenses mensuelles moyennes			
Moins de 2 000 \$	53	76*	33*
2 000 \$ à 3 999 \$	40	22*	55*
4 000 \$ ou plus	7	F	12*
Au moins deux mois de retard dans les...			
Paiements des factures	23	29*	10*
Paiements hypothécaires	5	7*	1*
Paiements de prêt	7	8*	2*

* différence significative par rapport aux familles occupées à faible revenu (groupe de référence) au niveau de 5 %

Nota : Les résultats sont uniformisés selon l'âge.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur les capacités financières, 2009.

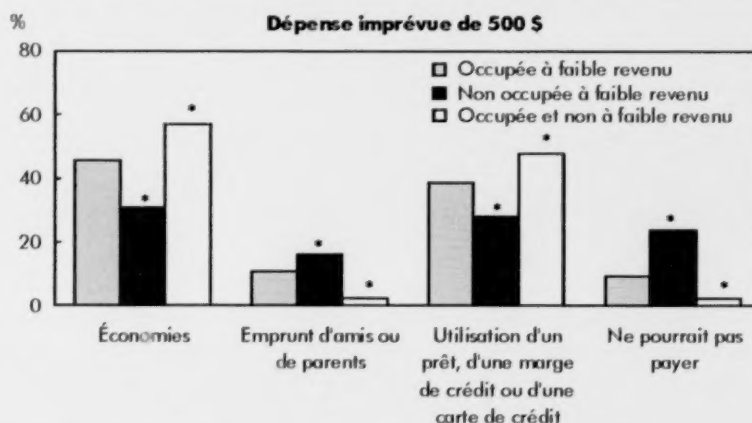
Un peu plus de la moitié des familles occupées à faible revenu ont des dépenses mensuelles inférieures à 2 000 \$, comparativement à trois familles sur quatre dans l'autre groupe à faible revenu. En dépit des dépenses plus élevées, une proportion plus faible de familles occupées à faible revenu ont indiqué avoir du retard dans leurs paiements⁹.

Les familles occupées à faible revenu sont plus susceptibles que les autres familles à faible revenu d'avoir suffisamment d'économies pour s'acquitter de dépenses imprévues

Le fait de disposer d'un fonds de « prévoyance » aide en période de difficulté financière ou lorsque survient une dépense imprévue. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'elles

feraient advenant une dépense imprévue de 500 \$, 46 % des personnes appartenant à une famille occupée à faible revenu ont indiqué qu'elles utiliseraient leurs économies pour s'acquitter de cette dépense (graphique A). Cette proportion est plus élevée que dans l'autre groupe à faible revenu (ne comptant pas de membres occupés), dont moins du tiers utiliserait ses économies pour s'acquitter d'une telle dépense.

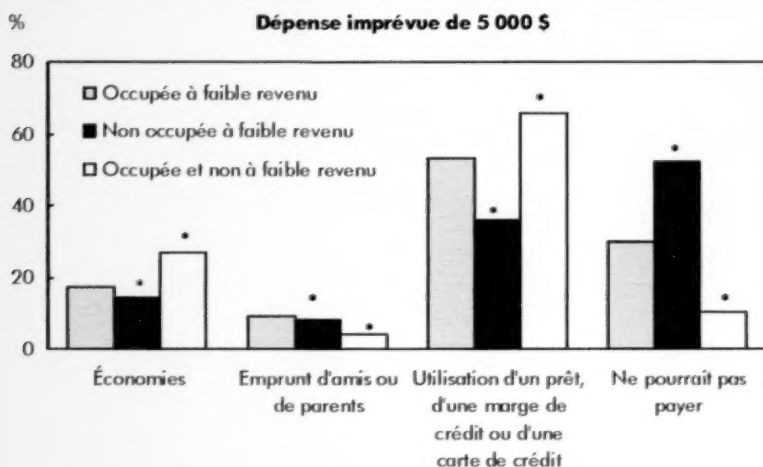
Toutefois, si la dépense imprévue était de 5 000 \$, la proportion de familles occupées à faible revenu qui utiliseraient leurs économies pour s'en acquitter ne serait que légèrement plus élevée (17 %) que l'autre groupe à faible revenu (14 %) (graphique B).

Graphique A Capacité de s'acquitter d'une dépense imprévue de 500 \$, selon le type de famille

* différence significative par rapport aux familles occupées à faible revenu (groupe de référence) au niveau de 5 %

Nota : Les résultats sont uniformisés selon l'âge. Il se peut que les proportions ne totalisent pas 100 %, les catégories ne s'excluant pas mutuellement. Les personnes peuvent avoir fourni plusieurs réponses.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur les capacités financières, 2009.

Graphique B Capacité de s'acquitter d'une dépense imprévue de 5 000 \$, selon le type de famille

* différence significative par rapport aux familles occupées à faible revenu (groupe de référence) au niveau de 5 %

Nota : Les résultats sont uniformisés selon l'âge. Il se peut que les proportions ne totalisent pas 100 %, les catégories ne s'excluant pas mutuellement. Les personnes peuvent avoir fourni plusieurs réponses.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur les capacités financières, 2009.

Les familles occupées à faible revenu seraient moins susceptibles d'emprunter auprès d'amis ou de parents que les autres familles à faible revenu (11 % et 16 %, respectivement), mais une proportion plus élevée utiliserait une marge de crédit ou une carte de crédit (39 % comparativement à 28 %). Pour une dépense imprévue importante, les deux groupes à faible revenu seraient moins susceptibles de se tourner vers leurs amis ou leurs familles pour un prêt. Plus de la moitié des familles occupées à faible revenu emprunteraient plutôt les 5 000 \$ d'une marge de crédit ou d'une carte de crédit, comparativement à un peu plus du tiers de l'autre groupe à faible revenu. Les familles non occupées à faible revenu étaient plus susceptibles de

déclarer qu'elles ne pourraient payer (52 %) que les familles occupées à faible revenu (30 %).

Les familles occupées à faible revenu sont plus susceptibles de se préparer à la retraite que d'autres familles à faible revenu

Plus de la moitié des familles occupées à faible revenu ont déclaré se préparer financièrement pour la retraite, comparativement à moins du quart des autres familles à faible revenu (tableau 4). Une proportion légèrement plus élevée de familles non occupées à faible revenu que de familles occupées à faible revenu prévoyait dépendre des prestations du régime de retraite gouvernemental (86 % et 81 %,

respectivement). Toutefois, une proportion plus élevée de familles occupées à faible revenu que d'autres familles à faible revenu incluait les prestations d'un régime de pension d'employeur dans les sources prévues de revenu à la retraite (44 % et 33 %, respectivement).

Les REER figuraient aussi dans les plans de retraite de nombreuses familles. Les familles occupées à faible revenu étaient plus susceptibles d'inclure des REER (65 %) dans leurs plans de retraite que les autres familles à faible revenu (50 %). Même si les deux groupes à faible revenu avaient moins l'intention d'utiliser des REER à la retraite que les familles occupées qui ne sont pas à faible revenu, les REER ne constituent peut-être pas le meilleur outil d'épargne pour la retraite pour de nombreuses familles à faible revenu. Étant donné que le principal programme de transfert pour les personnes âgées à faible revenu, le Supplément de revenu garanti (SRG), diminue de 50 cents pour chaque dollar de revenu additionnel au-dessus d'un seuil de revenu donné, les avantages de l'investissement dans un REER sont moins grands pour les familles à faible revenu. Des recherches antérieures ont indiqué que les non-épargnants à faible revenu sont peut-être en meilleure situation que ceux qui ont des épargnes modestes, compte tenu des exigences en matière d'admissibilité au SRG en place à ce moment-là (Shillington, 2003).

Le travail pendant les années de retraite représente une autre option. En dépit de différences dans leur situation actuelle, des proportions similaires de personnes de chaque groupe ont déclaré qu'elles compteraient au moins en partie sur des revenus d'emploi à leur retraite,

Tableau 4 Préparation à la retraite, selon le type de famille

	Occupée à faible revenu	Non occupée à faible revenu	Occupée et non à faible revenu
		%	
Préparation financière à la retraite	52	24*	85*
Sources de revenu incluses dans le plan financier			
Pension de l'État	81	86*	82*
Pension de l'employeur	44	33*	61*
REER	65	50*	85*
Vente de biens financiers	31	33	35*
Soutien financier de la famille ou héritage	30	39*	27*
Revenus d'emploi à la retraite	53	50*	52*
Raison de la non-préparation financière à la retraite¹			
Ne peut se le permettre, salaire ou revenu insuffisant	50	39*	42*
N'a pas d'emploi, n'a pas travaillé assez longtemps	14	40*	10*
A trop de dettes, de factures ou d'engagements financiers	8	7*	11*
Ne pense pas à cela, n'a pas pris le temps de s'en occuper	11	7*	13*
Jeune, a beaucoup de temps	10	F	11
Niveau de confiance à l'égard du revenu à la retraite			
Très confiant	12	14*	18*
Assez confiant	38	28*	53*
Pas très confiant	33	31*	22*
Aucunement confiant	16	26*	7*
Connaissance du niveau de revenu nécessaire à la retraite	26	22*	48*

* différence significative par rapport aux familles occupées à faible revenu (groupe de référence) au niveau de 5 %

1. Parmi les autres raisons qui ne figurent pas dans ce tableau et qui justifient la non-planification de la retraite figurent : la dépendance à l'égard de la pension de l'État; la dépendance à l'égard de la pension du conjoint; la dépendance à l'égard d'un héritage futur; la dépendance à l'égard du soutien financier de la famille; ne croit pas vivre assez longtemps; attend de trouver un emploi avec un régime de retraite, et autres raisons. Les données pour ces raisons sont exclues du tableau en raison de faibles chiffres dans les cellules.

Nota : Les résultats sont uniformisés selon l'âge. Les proportions pour les sources de revenu et la raison de la non-préparation financière ne totalisent peut-être pas 100 %, les réponses ne s'excluant pas mutuellement.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur les capacités financières, 2009.

dans une proportion allant de 50 % à 53 %. Même si le travail à la retraite est probablement motivé par des raisons financières, il est de plus en plus répandu, et des études antérieures ont conclu qu'il peut souvent représenter un choix plutôt qu'une nécessité (Hébert et Luong, 2008).

Dans le cas des personnes qui ont indiqué qu'elles ne se préparaient pas financièrement pour la retraite, la raison invoquée le plus fréquemment était « Je ne peux pas me le permettre, mon salaire ou mon revenu est insuffisant ». Les familles occupées à faible revenu étaient les plus susceptibles d'invoquer cette raison (50 %), suivies par le groupe des personnes occupées et non à faible revenu (42 %). Par ailleurs, 40 % du groupe des personnes non occupées à faible revenu ont indiqué « Je n'ai pas d'emploi, je n'ai pas travaillé assez longtemps » comme raison de ne pas se préparer financièrement pour la retraite, comparativement à 14 % du groupe occupé à faible revenu, ce qui constitue un rappel que le concept de retraite est, après tout, lié à une participation à la vie active à long terme.

Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure les répondants avaient bon espoir que le revenu du ménage à la retraite leur permettrait d'avoir le niveau de vie qu'ils espéraient, peu de familles à faible revenu étaient très confiantes (12 % dans le cas des familles occupées et 14 % pour les familles non occupées). Toutefois, les familles occupées à faible revenu étaient plus susceptibles d'indiquer être assez confiantes que l'autre groupe à faible revenu (38 % par rapport à 28 %). Même si la moitié des familles occupées à faible revenu étaient très confiantes ou assez confiantes quant à la suffisance de leur revenu à la retraite, seulement le quart d'entre elles avaient une bonne idée du montant d'argent dont elles avaient besoin pour maintenir le niveau de vie espéré. Cela tient probablement compte de la

gamme de facteurs qui peuvent avoir des répercussions sur la suffisance du revenu à la retraite, ainsi que de la gamme d'opinions à ce sujet.

Conclusion

Outre le revenu, le patrimoine est un indicateur important du bien-être, certains actifs pouvant être convertis en espèces pour les besoins de consommation immédiats, particulièrement en période de difficulté économique. La présente étude a porté sur le patrimoine, la sécurité financière et les plans de retraite des personnes vivant dans des familles occupées à faible revenu, comparativement à celles vivant dans des familles non occupées à faible revenu ou dans des familles occupées et non à faible revenu.

Dans l'ensemble, la valeur du patrimoine des familles occupées à faible revenu était plus élevée que celle des familles non occupées à faible revenu, mais significativement plus faible que celle du groupe occupé et non à faible revenu. Un examen des actifs et des dettes ajoute des nuances à cette constatation. Même si 69 % des familles occupées à faible revenu avaient des dettes, comparativement à 44 % de l'autre groupe à faible revenu, une proportion plus grande de leurs dettes prenait la forme d'hypothèques résidentielles. C'est donc dire qu'une part importante de leurs dettes contribuait aux avantages à long terme de la propriété du logement : valeur du patrimoine plus grande et dépenses de logement plus faibles lorsque l'hypothèque est remboursée. Toutefois, les familles occupées à faible revenu étaient aussi plus susceptibles que l'autre groupe à faible revenu d'avoir des dettes de consommation. Il convient notamment de souligner que 4 familles occupées à faible revenu sur 10 avaient un solde de carte de crédit en souffrance.

Les indicateurs de la sécurité financière font encore une fois ressortir certaines différences entre les familles occupées et non occupées à faible revenu, ainsi que leur situation par rapport aux familles non à faible revenu. Les familles occupées à faible revenu étaient moins susceptibles de déclarer être en retard dans leurs paiements que les autres familles à faible revenu, en dépit de dépenses plus élevées. Néanmoins, comparativement à l'autre groupe occupé, les familles occupées à faible revenu étaient deux fois plus susceptibles d'être en retard dans leurs paiements.

Un autre indicateur de la sécurité financière est la façon dont les familles abordent une dépense imprévue. Comparativement aux autres familles à faible

revenu, une proportion plus faible de familles occupées à faible revenu ont déclaré qu'elles ne seraient pas capables de s'acquitter de la dépense, peu importe si le montant était de 500 \$ ou de 5 000 \$. Par ailleurs, le groupe occupé à faible revenu était plus susceptible d'utiliser ses économies pour s'acquitter d'une telle dépense que l'autre groupe à faible revenu. Ensemble, ces résultats montrent que les familles occupées à faible revenu étaient susceptibles de se sentir davantage en sécurité financièrement que les autres familles à faible revenu, mais susceptibles de se sentir moins en sécurité que les familles qui n'étaient pas à faible revenu.

La planification de la retraite différait aussi pour les deux groupes à faible revenu. Les familles occupées à faible revenu étaient plus susceptibles d'avoir un plan qui comprend des sources plus diversifiées de revenu que les autres familles à faible revenu. Les familles qui ont une moins grande participation à la vie active sont moins susceptibles d'inclure des régimes de retraite en milieu de travail ou des REER collectifs dans leurs plans. En outre, la planification de la retraite est peut-être une question discutable pour certains, puisque les prestations d'un régime de retraite gouvernemental et les autres transferts aux personnes âgées remplacent une part plus élevée des revenus d'avant la retraite pour ceux qui se situent près du bas de la répartition des revenus (LaRochelle-Côté et coll., 2010).

Perspective

■ Notes

1. Estimation à partir de la mesure de faible revenu (MFR) de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu de 2008. La MFR est définie comme correspondant à 50 % de la médiane du revenu du ménage ajusté sur la population des personnes.
2. À partir de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu de 2008, la proportion des personnes à faible revenu qui appartenaient à une famille occupée est fondée sur la définition d'une famille occupée, à savoir que la personne de référence ou le conjoint a été occupé un minimum de 910 heures pendant l'année de référence (Heury et Fortin, 2006). Cette proportion passe à 51 % de toutes les familles lorsque l'on inclut tous ceux qui ont travaillé, peu importe le nombre d'heures.
3. Dans le cadre d'études antérieures, on a utilisé le terme « travailleur pauvre ». Statistique Canada ne mesure pas la pauvreté mais le faible revenu.

Annexe**Comparaisons de la définition de l'emploi et du faible revenu entre l'EDTR et l'ECCF**

À partir de l'ECCF, le statut d'emploi des particuliers est déterminé au moyen de la variable LF_Q01, qui porte sur le statut d'emploi du répondant. Les répondants sont étiquetés comme occupés s'ils indiquent être actuellement employés ou travailleurs autonomes (peu importe le nombre d'heures de travail par semaine). De plus, la variable LF_Q05 est utilisée d'une manière similaire pour déterminer la situation d'emploi du conjoint.

Dans la présente étude, la situation de faible revenu est définie selon l'ajustement du revenu total auto-déclaré du ménage avant impôt avec la racine carrée de la taille du ménage¹⁰. Le seuil de faible revenu pour 2008¹¹ s'établissait à 21 189 \$¹² et sert à déterminer si les familles sont à faible revenu. Celles dont le revenu total ajusté du ménage¹³ avant impôt était inférieur au seuil de la MFR sont étiquetées comme étant à faible revenu. Enfin, les personnes sont réparties entre les personnes occupées à faible revenu, les personnes non occupées à faible revenu ou les personnes occupées et non à faible revenu, selon leur statut d'emploi et leur situation de faible revenu.

Deux définitions de l'emploi, à partir de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de 2008, sont utilisées pour la comparaison avec l'ECCF. Auparavant, Fleury et Fortin (2006) déterminaient que 910 heures étaient le seuil

pour les personnes occupées. Selon eux, une personne (ou son conjoint ou sa conjointe) devrait travailler au moins la moitié de l'année pour être considérée comme occupée. Toutefois, les données sur les heures de travail ne sont pas disponibles dans l'ECCF, ce qui fait que l'on a utilisé une autre définition, à savoir que la personne (ou son conjoint) était occupée au moment de l'enquête.

Les résultats montrent que la proportion de personnes occupées estimée au moyen de l'ECCF se situe entre les deux estimations de l'EDTR (tableau 5). Les estimations du faible revenu à partir des deux enquêtes sont très proches, celle de l'ECCF étant plus élevée d'un point de pourcentage.

La proportion de personnes vivant dans des familles occupées à faible revenu dans l'ECCF correspond à l'estimation des heures positives dans l'EDTR (9 %). Les estimations de l'ECCF pour tous les autres groupes se situent quelque part entre les deux définitions de l'EDTR.

Globalement, la proportion selon la situation d'emploi et le statut de faible revenu estimée au moyen de l'ECCF est comparable à celle des deux mesures découlant de l'EDTR. Un examen plus étroit du profil de l'échantillon selon le type de famille montre des répartitions similaires entre la définition auto-déclarée de l'EDTR et la définition de l'ECCF. Par conséquent, les échantillons sont suffisamment uniformes entre les deux enquêtes pour conclure que l'ECCF représente de façon précise le groupe occupé à faible revenu.

Tableau 5 Comparaison de la définition de l'EDTR et de l'ECCF des groupes de revenu d'emploi, de 25 à 64 ans

	EDTR		ECCF	
	Heures de travail : 910 ou plus	Heures de travail supérieures à 0	Auto-déclarées	Population
	en milliers			
Population totale	18 428		18 253	
	%		%	en milliers
Occupée	82	89	86	15 631
À faible revenu	14	14	15	2 819
Occupée à faible revenu	7	9	9	1 632
Non occupée à faible revenu	8	6	7	1 187
Occupée et non à faible revenu	76	81	77	13 999
Non occupée et non à faible revenu	10	5	8	1 434

Nota : On a utilisé le nombre total d'heures annuelles divisé par 52 semaines pour estimer les heures de travail hebdomadaires.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR), 2008; Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF), 2009.

- Les différences entre les groupes en ce qui concerne les actifs et les dettes allaient dans la même direction et étaient statistiquement significatives dans les deux enquêtes, mais variaient de niveau. Il n'y a pas de modèle clair des différences de niveau entre l'ESF et l'ECCF, celles-ci étant négatives dans certains cas et positives dans d'autres.
- Auparavant, la MFR estimait la médiane sur la population des familles. Toutefois, elle a été révisée et permet maintenant d'estimer la médiane sur la

population des personnes. La MFR est donc définie comme correspondant à 50 % de la médiane du revenu du ménage ajusté observé au niveau de la personne (Murphy et coll., 2010).

- Les personnes vivant dans les familles à faible revenu non occupées peuvent être désignées comme « les familles non occupées à faible revenu » ou « l'autre groupe à faible revenu ». Les personnes vivant dans des familles occupées qui ne sont pas à

faible revenu peuvent être désignées comme « les familles occupées et non à faible revenu » ou « l'autre groupe occupé ».

7. Une personne a été définie comme vivant dans une famille occupée si le répondant et/ou son conjoint étaient occupés au moment de l'enquête.
8. Morissette et coll. (2002) ont utilisé la même définition du patrimoine que celle de la présente étude. Toutefois, il n'a pas été possible d'examiner le « patrimoine financier » à partir des données de l'ÉCCF, la valeur nette de la résidence et les capitaux propres dans une entreprise ne pouvant être distingués de la valeur totale des actifs.
9. Dans le cadre de l'ÉCCF, on a demandé aux répondants s'ils accusaient du retard pour divers paiements pendant deux mois consécutifs ou plus.
10. En 2010, l'échelle d'équivalence a été modifiée. Auparavant, un poids était attribué selon l'âge et le nombre de membres de la famille. Maintenant, elle est simplement déterminée par la racine carrée de la taille de la famille (Murphy et coll., 2010).
11. Même si l'ÉCCF a été menée en 2009, le revenu correspond à celui de 2008.
12. La MFR est définie comme correspondant à 50 % de la médiane du revenu du ménage ajusté sur la population des personnes. Dans l'analyse, le seuil de la MFR pour 2008 (21 189 \$) a servi à déterminer si une personne était à faible revenu. Ce seuil a été calculé à partir des données sur le revenu de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu et se trouve dans le tableau CANSIM 202-0808. Même si l'ÉCCF a été menée en 2009, l'année de référence pour les données sur le revenu est 2008. Par conséquent, on a utilisé le seuil de la MFR de 2008.
13. Un autre changement apporté à la MFR est l'utilisation du revenu du ménage plutôt que du revenu de la famille économique (Murphy et coll., 2010).

■ Documents consultés

- FLEURY, Dominique, et Myriam FORTIN. 2006. *Lorsque travailler ne permet pas d'échapper à la pauvreté : une analyse des travailleurs pauvres au Canada*, document de travail, Ottawa, Ressources humaines et Développement social Canada, 206 p., <http://www.rhdcc.gc.ca/fra/sm/ps/dsc/fpcr/publications/recherche/sp-630-06-06/sp-630-06-06.pdf> (site consulté le 28 juin 2011).
- FLEURY, Dominique, Myriam FORTIN et May LUONG. 2005. « *What Does it Mean to Be Poor and Working? An Analysis of the Spending Patterns and Living Conditions of Working Poor Families in Canada* », Série de documents de travail 007 du Projet de recherche sur les politiques, Ottawa, 50 p., <http://www.socialresearchandplanning.ca/reports/What%20does%20it%20mean%20to%20be%20poor%20and%20working.pdf> (site consulté le 28 juin 2011).
- FLEURY, Dominique, et Myriam FORTIN. 2004. « Les travailleurs à faible revenu au Canada », *Horizons*, vol. 7, n° 2, décembre, Project de recherche sur les politiques, p. 51 à 57, http://www.horizons.gc.ca/doclib/HOR_v7n2_200412_f.pdf (site consulté le 28 juin 2011).
- FORTIN, Myriam. 2008. « How (un)healthy are poor working-age Canadians? », *Options politiques*, vol. 29, n° 08, septembre, p.71 à 74, <http://www.irpp.org/po/archive/sep08/fortin.pdf> (site consulté le 28 juin 2011).
- FORTIN, Myriam. 2007. *Comment le soutien financier de la famille et celui du gouvernement aident les travailleurs canadiens à échapper à la pauvreté*, octobre 2007, n° de catalogue HS28-117/2007F-PDF, Ottawa, Ressources humaines et Développement social Canada, 87 p., http://www.rhdcc.gc.ca/fra/publications_ressources/recherche/categories/inclusion/2007/sp_678_04_07/sp_678_04_07f.pdf (site consulté le 28 juin 2011).
- HÉBERT, Benoît-Paul, et May LUONG. 2008. « Emploi de transition », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 9, n° 11, novembre, n° 75-001-X au catalogue de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/200811/article/10719-fra.htm> (site consulté le 28 juin 2011).
- LAROCHELLE-CÔTÉ, Sébastien, Garnett PICOT et John MYLES. 2010. « Remplacement du revenu pendant les années de retraite », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 11, n° 8, août, n° 75-001-X au catalogue de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2010108/article/11331-fra.htm> (site consulté le 28 juin 2011).
- MORISSETTE, René. 2002. « Précarité financière des familles », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 3, n° 7, juillet, n° 75-001-X au catalogue de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/200811/article/10719-fra.htm> (site consulté le 28 juin 2011).

MORISSETTE, René, Xuelin ZHANG et Marie DROLET. 2002. « Les familles continuent-elles de s'enrichir? », *Tendances sociales canadiennes*, n° 66, automne, n° 11-008 au catalogue de Statistique Canada, p. 17 à 21, <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2002002/article/6348-fra.pdf> (site consulté le 28 juin 2011).

MURPHY, Brian, Xuelin ZHANG et Claude DIONNE. 2010. *Révision de la mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada*, n° 75F0002M au catalogue de Statistique Canada, Série de documents de recherche - Revenu, n° 004, Ottawa, 34 p., <http://www.statcan.gc.ca/pub/75f0002m/75f0002m2010004-fra.pdf> (site consulté le 28 juin 2011).

SHILLINGTON, Richard. 2003. *New Poverty Traps: Means-Testing and Modest-Income Seniors*, backgrounder, n° 65, avril, Toronto, C.D. Howe Institute, 13 p., http://www.cdhowe.org/pdf/backgrounder_65.pdf (site consulté le 28 juin 2011).

WOLFF, Edward N. 1998. « Recent trends in the size distribution of household wealth », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 12, n° 3, été, p. 131 à 150, <http://www.jstor.org/stable/pdfplus/2647036.pdf?acceptTC=true> (site consulté le 28 juin 2011).